

Rue Marie-Henriette, 19-21
5000 NAMUR
Tél : 081/74.32.00
secretariat@interfedere.be
www.interfedere.be

Pour une politique ambitieuse de l'accompagnement des publics en insertion socioprofessionnelle

En ce mois de septembre, c'est aussi la rentrée pour plusieurs milliers d'adultes peu qualifiés, éloignés de l'emploi, qui entament un parcours de formation et d'insertion dans le marché du travail. La crise sanitaire a fortement touché ce public, déjà fragilisé. Aujourd'hui, il est plus que jamais fondamental de lui donner toutes les chances de réussir !

Après plusieurs mois d'interruption suite à la crise sanitaire, toutes les activités de formation et d'insertion pour les adultes peu qualifiés reprennent, notamment dans les centres d'insertion socioprofessionnelle (CISP).

Les équipes de terrain qui travaillent avec ces publics constatent que les mesures de confinement ont renforcé et affecté significativement les conditions de vie déjà précaires de ces personnes vulnérables que ce soit sur les plans économique, social et psychologique.

L'isolement dû à la limitation des contacts et des activités, la perte de repères et de rythme, l'accentuation des problèmes financiers ou familiaux, l'inconfort de logements trop petits ou insalubres, l'angoisse générée par les incertitudes et la situation particulièrement anxiogène de ces derniers mois, tout cela a mis les individus et les ménages à rude épreuve. De plus, les aides sociales ont parfois été désorganisées.

Les professionnels de l'insertion le savent : les effets de la crise confirment la nécessité du renforcement d'un accompagnement personnalisé qui tient compte de la vulnérabilité multidimensionnelle des demandeurs d'emploi. La perspective d'un avenir pour tous est à ce prix !

En conséquence, à court terme, deux actions s'imposent :

D'une part, la reprise des formations en présentiel est indispensable, non seulement pour l'apprentissage mais aussi pour permettre aux demandeurs d'emploi en insertion de recréer du lien social.

D'autre part, la situation économique des individus est déterminante dans la réussite de leur parcours de formation et d'insertion. Il nous semble donc urgent de renforcer le pouvoir d'achat de ce public par une revalorisation au coût de la vie du montant de leur revenu de remplacement et des indemnités de formation.



De plus, la crise économique subséquente à la crise sanitaire va provoquer des mutations importantes sur le marché du travail qui risquent d'accentuer la dualisation du marché du travail et de compliquer encore davantage la réinsertion professionnelle de ces publics. Dans ce contexte, l'action des opérateurs de formation et d'insertion sera plus que jamais primordiale.

Au vu des problèmes relevés, une prise en charge multiple et adaptée de ce public exige des moyens financiers complémentaires, à la hauteur des défis à relever par les acteurs de l'insertion. De tels moyens doivent être mobilisés par le Gouvernement wallon. Au-delà de ces financements, il est essentiel que les politiques d'emploi et d'insertion en Wallonie permettent désormais un accueil, un accompagnement et des formations qui soutiennent les demandeurs d'emploi dans leur projet de vie, soient en adéquation avec leurs besoins réels et garantissent leurs droits fondamentaux. Ces personnes doivent renouer avec un climat de confiance qui les met en sécurité pour envisager leur avenir.

Au-delà des mesures prises dans l'urgence durant la crise sanitaire, il s'agit de lutter efficacement et durablement contre la déqualification et désaffiliation sociale. Il est indispensable de donner au secteur social et non marchand les moyens structurels pour favoriser une société plus inclusive, équitable et empreinte de justice sociale. À l'heure des réformes et des plans de relance économique et sociale, gageons que nos responsables politiques auront le souci de n'abandonner personne.

Nous leur demandons une politique ambitieuse et volontariste, créatrice d'emplois de qualité et d'insertion durable. À défaut, une frange toujours croissante de la population va s'enliser dans la pauvreté et l'exclusion. Depuis l'élaboration d'une réforme de l'accompagnement des demandeurs d'emploi en Wallonie jusqu'à la mise en place du Plan wallon de sortie de la pauvreté, une réelle opportunité de changement de modèle existe. Pour le monde politique, comme pour les acteurs de l'action sociale au sens large, elle doit être LA priorité !

Anne-Hélène Lulling, Secrétaire générale de l'Interfédération des CISP, Frédéric Andrien, Président de l'Interfédération des CISP et les membres constitutifs et invités de l'Organe d'administration de l'Interfédération : Eric Albertuccio, Necati Celik, Morgane Eeman, Joël Gillaux, Grégory Leclercq, Sophia Papadopoulos, Ann Paquet, Daniel Therasse, Jean-Luc Vrancken.

Et avec le soutien de :

Marc Becker pour la CSC wallonne, Secrétaire national de la CSC, Thierry Bodson, Président de la FGTB, Ariane Estenne, Présidente du Mouvement ouvrier chrétien, Christine Mahy, Secrétaire générale et politique du Réseau wallon de lutte contre la pauvreté, Sébastien Perea, Secrétaire général de ConcertES, Jean-François Tamellini, Secrétaire général de la FGTB wallonne, Alain Vaessen, Directeur général de la Fédération des CPAS-Union des villes et communes de Wallonie.

